

Colloque histoires partagées France–Australie

Symposium 2018

Imagination | Exploration | Mémoire



Nouvelle-Calédonie: histoire partagée mais souvent négligée ‘au bout du monde’

Anita Planchon

Introduction

En décembre 2017, l'*Institut australien de politique stratégique* (ASPI) a publié un rapport sur « les dimensions nouvelles dans le partenariat franco-australien ». ¹ Le rapport faisait suite au contrat de 50 milliards de dollars attribué à l'industrie de défense française pour la livraison de sous-marins et à une prise de conscience croissante du fait que la relation stratégique avec la France entrait dans une nouvelle phase.

Pour tirer le meilleur parti de ce nouvel alignement, ce rapport suggère la nécessité pour l'Australie et la France d'approfondir leur compréhension mutuelle, au-delà des subtilités de valeurs démocratiques partagées et de la souffrance commune sur les champs de bataille de deux guerres mondiales. ²

Ma contribution à " Imagination, exploration, mémoire : histoires partagées franco-australiennes" se situe dans cette perspective. Je ne suis ni universitaire ni chercheuse professionnelle mais ma carrière de diplomate m'a appris que l'exploration du passé préservée dans nos archives nous aide à donner un sens au présent et à façonner l'avenir. Si l'Australie et la France souhaitent relever le défi du rapport ASPI et approfondir notre relation pendant cette période positive, c'est ce que nous devons faire.

En Australie, lorsque nous pensons à notre relation avec la France, nous avons tendance à évoquer les grands événements : les rencontres des explorateurs intrépides comme ceux évoqués par Jean Fornasiero et les grandes aventures sur les champs de bataille étrangers. Mais il y a beaucoup à apprendre des souvenirs plus modestes. Colin Nettelbeck nous a présenté un personnage important – bien que peu connu – aux débuts de la relation commerciale avec la France. Je me concentre également sur une partie souvent négligée notre relation: la Nouvelle-Calédonie, voisin immédiat de l'Australie, « au bout du monde » pour les Français.

La Nouvelle-Calédonie fait partie de l'histoire commune de l'Australie et de la France depuis le lancement de l'exploration européenne dans le Pacifique. Nous avons une histoire commune au travers des expériences parallèles de nos populations depuis la colonisation ainsi qu'à travers l'évolution de la relation officielle des gouvernements de l'Australie et de la France en Nouvelle-Calédonie. Ce que les archives nous révèlent sur cette dernière est intéressant.

Cette relation officielle a débuté il y a plus de 75 ans quand l'Australie a envoyé un représentant à Nouméa. Elle a traversé des hauts et des bas sur trois quarts de siècle mais les collections des Archives nationales d'Australie et d'autres institutions montrent qu'elle a toujours été influencée par un intérêt commun pour la paix et la stabilité régionales. Alors que la Nouvelle-Calédonie se prépare à un référendum sur son futur statut politique en

¹ Peter Jennings, Directeur Exécutif, ASPI, et Christophe Lecourtier, Ambassadeur de France en Australie, dans Jacinta Carroll et Theodore Ell, eds, *More than submarines: New dimensions in the Australia-France partnership*, Australian Strategic Policy Institute, Dec 2017.

² *Ibid*, pp. 4-6.

novembre 2018, l'Australie et la France ont le même souhait de voir un résultat positif à la fin de ce processus démocratique : une Nouvelle-Calédonie forte et stable, capable de jouer un rôle constructif dans la région du Pacifique.

Alors que nous cherchons à approfondir nos relations bilatérales il est intéressant de comprendre cet intérêt commun. Cependant, la Nouvelle-Calédonie n'occupe pas une place importante dans les esprits de la plupart de nos décideurs. Dans nos deux pays nous n'avons traditionnellement pas demandé aux diplomates que nous envoyons en Australie ou en France de connaître le Pacifique. Notre relation en Nouvelle-Calédonie a été portée par une poignée d'individus et ignorée par beaucoup d'autres. L'esprit de ma contribution est de nous aider à explorer notre histoire commune, afin de mieux naviguer dans le futur et continuer en tant que partenaires constructifs.

La Nouvelle-Calédonie

Où est la Nouvelle-Calédonie? Bien qu'ayant son propre statut dans la constitution française et se trouvant à moins de trois heures de vol de la côte est de l'Australie, la Nouvelle-Calédonie n'est pas bien connue par la majorité des populations françaises et australiennes.

La Nouvelle-Calédonie est un petit point dans le sud-ouest de l'océan Pacifique d'une superficie totale de 18 576 km². Elle dispose d'une île principale assez importante (à l'échelle du Pacifique) qui faisait autrefois partie de la *Gondwana Land* comprenant les masses terrestres de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande et quatre plus petites îles habitées ainsi que d'innombrables petits îlots dispersés à travers un grand et très beau lagon. L'île principale contient environ 25 pour cent des réserves mondiales de nickel.

La population de Nouvelle-Calédonie est d'environ 270 000 personnes. Les peuples autochtones sont mélanésiens, appartenant à plusieurs groupes linguistiques différents mais connus collectivement sous le nom « Kanak ». La population comprend aussi les Européens, Néo-Calédoniens depuis la cinquième ou sixième génération pour certains, d'autres arrivés plus récemment, les Vietnamiens, les Polynésiens, principalement de Wallis et Futuna, les descendants des *pieds-noirs* de l'Algérie ainsi qu'une petite communauté arabe.

La Nouvelle-Calédonie a été appelée ainsi en référence à l'Écosse par le lieutenant britannique James Cook en 1774.³ Ni Cook, ni l'Amiral français Bruny d'Entrecasteaux qui est passé en 1793 à la recherche de l'expédition perdue de Lapérouse n'ont revendiqué le territoire. Ce n'est qu'en 1853 que la Nouvelle-Calédonie a été annexée par la France.

La statut politique de la Nouvelle-Calédonie a évolué avec le temps, de celui de colonie, jusqu'au territoire d'outre-mer, collectivité d'outre-mer et maintenant une collectivité *sui generis* avec son statut spécial dans la République Française. Une grande partie de cette évolution a été motivée par les revendications du mouvement indépendantiste. Celles-ci ont commencé avec la première révolte kanak en 1878, réapparues dans les années 1950 et 1960 et se sont amplifiées jusqu'à ce que la lutte violente du début des années 1980 conduise à la signature des Accords de Matignon en 1988.

Dans le cadre d'un processus de renforcement de l'autonomie défini par les accords de Matignon, puis par l'Accord de Nouméa signé en 1998, la Nouvelle-Calédonie a obtenu son

³ Martyn Lyons, *The Totem and the Tricolour: A Short History of New Caledonia since 1774*, New South Wales University Press, Sydney, 1986.

propre gouvernement central, assisté de gouvernements locaux pour chacune de ses trois provinces, ainsi que la responsabilité de sa propre administration dans tous les aspects autres que régaliens : affaires étrangères, défense, citoyenneté, police et politique monétaire. Les Néo-Calédoniens sont des citoyens français, avec tous les droits et responsabilités correspondants, auquel s'ajoute une identité «néo-calédonienne» croissante.

Liens historiques

Les Européens de Nouvelle-Calédonie et d'Australie ont eu des relations dès le début des colonisations française et britannique dans le Pacifique. L'Australien Martin Lyons a exploité les collections des *Archives Nationales* pour décrire des échanges entre la Nouvelle-Calédonie et les colonies britanniques de Nouvelle-Galles du Sud (sur la grande terre australienne) et de Van Diemen's Land (Tasmanie) depuis la fin du XVIII^e siècle. Les baleiniers et les commerçants de bois de santal, les missionnaires protestants qui luttèrent contre les catholiques français pour sécuriser les recrues religieuses dans les îles, et même parfois un prisonnier évadé ont voyagé entre les deux pays.⁴

Alors que l'idée d'une nation australienne émergeait, ses premières relations avec la France en Nouvelle-Calédonie ont été influencées par la rivalité coloniale entre la France et la Grande-Bretagne. Lorsque l'administration française fut installée en Nouvelle-Calédonie en 1853 et qu'une colonie pénitentiaire fut établie, la Nouvelle-Galles du Sud fut indignée par le silence de Londres sur la question.⁵ La presse australienne a réclamé une fédération australienne pour s'opposer à la perspective effrayante de « brigands français » dans la région (bien que la France et la Grande-Bretagne aient été alliés dans la guerre de Crimée).⁶ Mais la Grande-Bretagne demeurait moins inquiète et la vie coloniale s'est poursuivie.

Le potentiel de travail de la population kanak intéressait brièvement l'Australie à partir des années 1860 jusqu'à l'introduction de la politique de *White Australia*.⁷ Plus de mille Kanaks, principalement des îles Loyauté, ont été amenés à travailler dans les champs de canne à sucre du Queensland. La plupart ont ensuite été rapatriés, apportant avec eux une certaine connaissance de la langue et de la culture anglaise. Mais en Nouvelle-Calédonie le français était rapidement devenu la langue commune après l'annexion. L'influence des missionnaires protestants avait diminué rapidement et il restait seulement quelques vestiges de la culture anglaise: le jeu de cricket, toujours populaire parmi les femmes aux îles Loyauté, et les anglicismes comme « Stockman » et « paddock », nés des premiers échanges agricoles.

Pendant la majeure partie du IX^e et le tout début du XX^e siècle, on n'a accordé que peu d'attention aux expériences communes des habitants des deux colonies pénales éloignées ; les luttes parallèles des bagnards et des colons libres pour apprivoiser un paysage nouveau loin de chez eux, méfiants et antagonistes envers les peuples autochtones. Une rivalité coloniale a persisté, et l'Australie a gardé un œil paresseux mais prudent sur la présence navale française en Nouvelle-Calédonie.

⁴ Lyons, *op cit.* p. 8.

⁵ Lyons, *op cit.* p. 41.

⁶ Lyons, *op cit.* p. 42.

⁷ Lyons, *op cit.* p. 10.

La Seconde Guerre mondiale et l'établissement de relations officielles

Malgré une alliance et un sacrifice commun sur les champs de bataille européens pendant la première guerre mondiale, il a fallu la menace émergente du Japon dans le Pacifique dans les années 1930 et le doute sur la capacité de la Grande-Bretagne de protéger l'Australie, pour que l'Australie développe des relations plus cordiales avec la France en Nouvelle-Calédonie. En 1931, le croiseur naval australien *HMAS Canberra* effectua une première visite officielle à Nouméa et d'autres visites de la flotte suivirent.⁸

Après la chute de la France en juin 1940, il était essentiel pour l'Australie que la Nouvelle-Calédonie reste du côté des alliés. Une rafale de télégrammes de cette époque, dans la collection des Archives nationales de l'Australie, montrent un intérêt sur le sentiment officiel en Nouvelle-Calédonie, jamais vu avant ou après.⁹ Les Nouvelles-Hébrides (Vanuatu) s'allient avec la France Libre en juillet 1940 et bien que le gouverneur Pélicier en Nouvelle-Calédonie eut l'air de s'appuyer sur Vichy, il semblait que la population néo-calédonienne souhaitait également se rallier au général de Gaulle. Mais l'Australie n'avait pas assez d'informations pour en être sûre. Ainsi, en août 1940, le premier représentant officiel de l'Australie en Nouvelle-Calédonie, Bertram Ballard, fut envoyé à Nouméa.

Ceci n'était pas une mince affaire. L'Australie en tant que nation fédérée avait moins de 40 ans. En dehors de Londres où l'Australie avait une présence diplomatique résidente depuis 1910, elle n'avait que deux autres missions diplomatiques à Washington et Ottawa, toutes deux établies plus tôt dans la même année. L'Australie avait eu un représentant commercial en France, comme Colin Nettelbeck nous l'a montré, mais la relation diplomatique officielle a commencé avec Ballard à Nouméa.

Ballard était chargé de découvrir si la Nouvelle-Calédonie était amie ou ennemie, et les Britanniques et les Néo-Zélandais attendaient également sa réponse. Il n'a pas tardé à fournir une évaluation : La population locale préférerait rallier de Gaulle. Un télégramme envoyé par le premier ministre australien Menzies au haut-commissaire australien à Londres, dans la collection du Service des Archives de la Nouvelle-Calédonie, contient l'appréciation de Ballard que « le but général du mouvement populaire est de rester français mais d'avoir une autonomie temporaire qui leur permette de participer pleinement avec l'Empire britannique ». ¹⁰ Des lettres envoyées par les résidents de la Nouvelle-Calédonie, conservées aux Archives nationales australiennes, confirment un fort désir de soutenir "les Britanniques et de Gaulle " . ¹¹

Encouragée par les informations de Ballard , l'Australie s'est engagée dans un plan qui visait à transporter un officier gaulliste, le commissaire résident Sautot, des Nouvelles-Hébrides en Nouvelle-Calédonie et de l'y installer comme gouverneur. Le navire de guerre australien *HMAS Adelaide* et le pétrolier norvégien *Norden* sont arrivés dans la baie de Nouméa le 19

⁸ Nicholas Floyd, "1940: Free French Coup de Force in Noumea", dans *Australie – Nouvelle-Calédonie 70 years of bilateral relations*, Australian Consulate-General, Noumea, 2010, p. 32.

⁹ NAA: A981, NEW C I PART 3

¹⁰ Floyd, *op. cit.* p.34

¹¹ NAA: A981, NEW C I PART 3 Page 12 du 345

septembre 1940 avec Sautot à bord. Comme l'avait prédit Ballard, ils furent accueillis par une mobilisation locale en faveur de la France libre.¹²

La Nouvelle - Calédonie est devenue une base cruciale pour des troupes américaines, australiennes et néo-zélandaises en transit vers des batailles plus au nord.¹³ Des investissements australiens ont aidé à l'armement de la colonie et à la construction du port et des bases aériennes de Nouméa. Les troupes françaises libres se sont entraînées en Australie avant de partir faire la guerre au Moyen-Orient. L'ancienne fraternité d'armes s'est reforcée. Les cérémonies pour célébrer la journée de l'ANZAC (journée commémorative australienne le 25 avril) se sont tenues en Nouvelle-Calédonie pendant cette période et se poursuivent aujourd'hui.

La Grande-Bretagne et la France ont insisté pour que toute communication sur le soutien australien à l'armée en Nouvelle-Calédonie soit négociée par Londres,¹⁴ mais les relations professionnelles étroites et des amitiés forgées par les représentants français et australiens en Nouvelle-Calédonie durant cette période ont ouvert la voie à l'engagement futur. Les autorités et les hommes politiques australiens, y compris le premier ministre Menzies qui a visité la Nouvelle-Calédonie en 1941, ont pris conscience de la proximité de la Nouvelle-Calédonie avec l'Australie et de l'importance d'une relation constructive avec la France.

Divergence de l'après-guerre

Ceci a sans doute contribué à la décision de l'Australie après la guerre de renoncer à la dette accumulée par la France liée au soutien australien à l'effort de guerre en Nouvelle-Calédonie. La collection des Archives nationales d'Australie contient les télégrammes qui ont communiqué cette décision à Paris et les remerciements chaleureux en retour.¹⁵ L'Australie était également soucieuse de faire part de son geste aux responsables en Nouvelle-Calédonie. On a conseillé au ministre des Affaires étrangères de faire une déclaration lors de la visite en Australie du gouverneur de la Nouvelle-Calédonie en novembre 1949 pour l'aviser de cette décision tout en notant la forte appréciation de l'Australie pour le sacrifice et la souffrance française pendant la guerre.¹⁶

Mais les archives officielles ne confirment pas si cette déclaration a été faite ou comment elle a été reçue et après cette brève période de cordialité et de confiance mutuelle, l'écart s'est à nouveau creusé entre la Nouvelle-Calédonie et l'Australie. Les intérêts français d'outre-mer se sont concentrés ailleurs dans les années 1950 et 1960, en Indochine, en Afrique du Nord et de l'autre côté du Pacifique avec l'établissement du site français d'essais nucléaires en Polynésie française en 1962.

¹² Pour un récit évocateur de l'arrivée tendue du *Adelaide* et du *Norden* dans le port de Nouméa, avec les canons de la batterie de la ville et le sloop de la marine française Dumont D'Urville pointés sur eux, voir Floyd, *op. cit.* p. 35.

¹³ Plusieurs Australiens et de nombreux Néo-Zélandais sont enterrés dans le cimetière du *Commonwealth War Graves* à Bourail en Nouvelle-Calédonie.

¹⁴ *Ibid.*, p. 35.

¹⁵ Le Président du Conseil des Ministres français et le Ministre français des affaires étrangères ont constaté, dans deux dépêches individuelles, que le geste "a touché les cœurs du peuple français" et a scellé l'amitié profonde forgée dans la fraternité du sacrifice commun de la guerre. Voir NAA: A1838, 324/1/3 Page 14 du 36 et NAA: A1838, 324/1/3 Page 12 du 36

¹⁶ NAA: A1838, 324/1/3 Page 15 du 36

Une génération néo-calédonienne grandissant à cette époque connaissait des produits manufacturés australiens, tels que les biscuits Arnotts et le Vegemite, mais ils ne connaissaient que peu d'Australiens et les Australiens savaient peu de choses sur eux. La visite en 1953 du premier bateau de croisière australien à destination de Nouméa, *Orcades*, n'a malheureusement pas permis l'ouverture d'une voie pour la construction de relations interpersonnelles positives. Le Consul général d'Australie a rapporté que les passagers étaient déçus par les prix élevés et l'inefficacité du service et le directeur des passagers de la ligne Orient a déclaré que la visite de deux jours avait été « trop longue ».¹⁷

Le nickel était plus important dans la relation Australie – Nouvelle-Calédonie. L'Australie savait que devenir le principal fournisseur de charbon pour la Nouvelle-Calédonie serait un moyen de maintenir son influence. Cependant, gênée par ses propres conflits sociaux dans l'industrie houillère de l'après-guerre,¹⁸ elle ne pouvait que regarder avec inquiétude la Nouvelle-Calédonie se tourner vers les États-Unis sous le plan Marshall et même vers l'Inde.¹⁹

Années 1970 et 1980: remontée des tensions

N'ayant pas réussi à établir un rapprochement commercial, nos voies ont commencé à s'écarter de manière plus significative dans les années 1970. L'Australie, en tant qu'administrateur colonial de la Papouasie-Nouvelle-Guinée depuis la fin de la première guerre mondiale, préparait ce pays à l'indépendance. Elle tenait à prouver sa crédibilité en tant que partisan des aspirations indépendantistes des îles du Pacifique.

Le mouvement indépendantiste kanak, se reformant et prenant de l'ampleur dans cette période, espérait avoir le soutien de l'Australie. Mais pendant les années 1970 et au début des années 1980, l'Australie se gardait encore contre n'importe quel vide qui pourrait ouvrir la voie à l'influence soviétique. La France restait un allié occidental stable et précieux dans la région. Même un nouveau gouvernement australien de gauche, élu en 1983, se contentait initialement de déclarations prudentes en faveur de l'autodétermination. Il refusait de reconnaître le gouvernement provisoire de Kanaky et de soutenir les démarches du *Front pour la Libération nationale, kanak et socialiste* (FLNKS) en faveur d'une réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste de l'ONU des territoires non autonomes.²⁰ Tout au plus, le Parti travailliste australien au pouvoir a inclus dans sa plate-forme politique le soutien du plan français Pisani / Fabius qui proposait une période de transition de deux ans avant «l'indépendance en association avec la France».²¹

Mais, l'opinion publique australienne changeait. Le mouvement des droits fonciers aborigènes en Australie a aiguisé la conscience populaire des droits des peuples autochtones et lorsque la violence éclata en Nouvelle-Calédonie en 1984, le public était enclin à la sympathie pour le mouvement indépendantiste. Les médias australiens ont sorti un reportage à sensation des événements, décrivant vivement une lutte violente aux portes

¹⁷ NAA: A1838, 324/1/1 PART 1 Page 7 du 312

¹⁸ R.W.L. King, "Progress in the Australian Coal Mining Industry, 1950-1966", Commonwealth of Australia, Department of National Development, Bureau of Mineral Resources, Geology and Geophysics, Records, 1967/156, p. 3. au https://d28rz98at9flks.cloudfront.net/12101/Rec1967_156.pdf

¹⁹ NAA: A1838, 324/1/2 Page 11 of 157 et NAA: A1838, 324/1/2 Page 16 du 157.

²⁰ "Kanak leaders says struggle to oust French will go on", *Age*, 21 Nov 1984, p. 9; "South Pacific Forum Communiqué", 29 Aug 1984; "FLNKS fails to get Australian support," *Canberra Times*, 26 June 1985, p. 3; Hugh White, "Noumea digs in on independence", *Sydney Morning Herald*, 21 Nov 1984, p. 7; Department of Foreign Affairs, *Backgrounder*, 4 Sept 1985, p. 1; *South Pacific Forum Communiqué*, Department of Foreign Affairs press release, 29 Aug 1984.

²¹ ALP, *Platform, Resolution and Rules*, 1986, p. 151.

de l'Australie.²² Les nouvelles de la participation du gouvernement français au sabotage (à la destruction) du navire Greenpeace *Rainbow Warrior* dans le port d'Auckland en 1985, durcirent encore l'attitude du grand public.

En 1986, quand Jacques Chirac est arrivé à la présidence française avec une disposition plus ouvertement favorable à la France en outre-mer et a commencé à démanteler certains éléments du plan Pisani,²³ les difficultés dans la relation bilatérale étaient clairement prévues.²⁴ Bien que l'Australie continue à maintenir son intérêt stratégique à voir la France constructivement engagée dans le Pacifique, le gouvernement subissait de plus en plus de pression de la part d'une opinion publique qui considère les actions françaises comme tout sauf constructives.

Lors de la réunion du Forum du Pacifique Sud en 1986, l'Australie a soutenu la poussée mélanésienne pour porter la question de la Nouvelle-Calédonie devant le comité de décolonisation. Malgré les efforts diplomatiques français pour devancer la motion à l'ONU,²⁵ l'assemblée générale a voté en sa faveur en décembre 1986 et la Nouvelle-Calédonie a été réinscrite sur la liste des territoires non-autonomes de l'ONU.

Bien que le mouvement ait été dirigé par des membres mélanésiens du Forum du Pacifique Sud, la France a vite désigné l'Australie et la Nouvelle-Zélande comme responsable du succès du vote. Les relations ont atteint un point bas. Le consul général d'Australie John Dauth a été expulsé de Nouvelle-Calédonie. Aucune raison n'a été donnée, mais l'Australie a supposé que c'était des représailles pour le vote de l'ONU.²⁶ Un compte rendu de Dauth de la réaction australienne à son expulsion donné en 2010 illustre l'humeur à l'époque:

Comme c'était début janvier et il n'y avait pas beaucoup d'autres nouvelles, j'ai eu droit aux gros titres... il y eut une couverture médiatique importante et j'ai eu mon quart d'heure de gloire. En marchant dans la rue de Sydney après mon retour en Australie des gens que je n'avais jamais rencontrés sont venus me taper sur l'épaule ou me serrer vigoureusement la main. Être rossé par les Français semblait être une qualification positive pour beaucoup d'Australiens à cette époque.²⁷

La relation était loin d'être rose quand Michel Rocard devint premier ministre en France en 1988. Mais alors même que les intérêts nationaux et régionaux poussaient l'Australie vers un soutien plus fort pour l'autodétermination, l'Australie ne voulait pas se faire un ennemi de la France. Le gouvernement a refusé systématiquement de demander que la France quitte la région complètement. Lorsque la France a pris des mesures pour rétablir la paix en Nouvelle-Calédonie, l'Australie a apporté rapidement son soutien enthousiaste.²⁸

²² Voir par exemple, "Violence in the Pacific," *Age*, 22 Nov 1984, p. 13; John Coomber, "Kanak fight for autonomy", *Canberra Times*, 17 Nov 1984, p. 6; Denis Warner, "Violence inevitable at our back door", *Melbourne Herald*, 12 Nov 1986, p. 6.

²³ Stephen Henningham, "The Uneasy Peace: New Caledonia's Matignon Accords at Mid-Term", *Pacific Affairs*, 66(4), Winter 1993-94, p. 524.

²⁴ John Dauth, "My expulsion is now little more than a footnote in history", dans *Australie – Nouvelle-Calédonie 70 years of bilateral relations*, Australian Consulate-General, Noumea, 2010, p. 40.

²⁵ John Connell, *New Caledonia or Kanaky? The Political History of a French Colony*, Research School of Pacific Studies, ANU, Canberra, 1987, p. 397.

²⁶ Dauth, *op. cit.* p. 41.

²⁷ *Ibid.*

²⁸ Sarah Walls, "Kanak ratify Matignon plan", *Sydney Morning Herald* 12 Sept. 1988, p. 13.

En juin 1988, les discussions entre les partisans et opposants à l'indépendance ont abouti aux Accords de Matignon. Ceux-ci prévoyaient un important soutien financier français pour la culture et l'éducation kanak, une structure administrative permettant à la Nouvelle-Calédonie d'assumer plus d'autonomie et un référendum sur l'indépendance en 1998. L'Australie a déclaré soutenir fermement le processus.²⁹ Le ministre des Affaires étrangères Hayden a eu des entretiens « chaleureux et cordiaux » avec le président Mitterrand à Paris.³⁰ Une période de déclarations dithyrambiques et de visites réciproques de haut niveau a suivi. Le ministre des Affaires étrangères Evans, qui a succédé à Hayden, a reçu un accueil chaleureux à Nouméa pendant sa première visite à l'étranger.³¹ Bob Hawke, faisant la première visite du premier ministre australien en Nouvelle-Calédonie depuis 1941, a fait l'éloge de la relation améliorée, prévoyant des liens plus étroits à venir, et disant: « à tous ceux qui pourraient se demander si la France peut jouer un rôle légitime et constructif dans le Pacifique, je dis maintenant: regardez son rôle dans les Accords de Matignon ».³²

Dans un livre de 1991 Evans a décrit les Accords de Matignon comme un processus « de réconciliation constructive » responsable d'une « atmosphère plus détendue » dans la relation Australie-France et de la croissance de la coopération autour de l'Antarctique ainsi que dans le commerce, l'investissement et la formation.³³ Le moratoire sur les essais nucléaires décidé par Mitterrand en 1992 a allégé ce qui restait du souci populaire australien lié au rapprochement avec la France.

Pendant ce temps, la France commençait à s'intéresser à une intégration économique régionale plus importante pour ses territoires d'outre-mer. Alain Christnacht, Haut-Commissaire de la France en Nouvelle-Calédonie de 1991 à 1994, a reçu le mandat de développer des relations avec les pays voisins.³⁴ Il a entretenu des relations cordiales et amicales avec les consuls généraux australiens successifs et s'est rendu en Australie en 1991 et en 1993, date à laquelle sa délégation a rencontré le premier ministre australien. Les échanges économiques entre l'Australie et la Nouvelle-Calédonie se sont développés. Les discussions sur un joint-venture important dans le secteur du nickel ont commencé peu de temps après la signature de l'Accord de Matignon.³⁵ En 1993, les échanges commerciaux entre l'Australie et la Nouvelle-Calédonie avaient atteint 175 millions de dollars australiens, soit le deuxième rang dans le Pacifique après Fidji.³⁶

La reprise des essais nucléaires français dans le Pacifique en septembre 1995 semblait à l'époque mettre un terme brutal à cet engagement positif. Après une réponse officielle australienne initialement prudente (Evans a qualifié la décision de « profondément

²⁹ Greg Fry, *Australia's South Pacific Policy: From 'Strategic Denial' to 'Constructive Commitment'*, Working Paper 8, Research School of Pacific Studies, ANU, Canberra, 1991.

³⁰ "France-Australia relations improve under Mitterrand", *Pacific Report*, 5, 26 May 1985, p. 3; "Paris and Canberra join forces on New Caledonia", *Sydney Morning Herald*, 21 May 1988, p. 17.

³¹ Lindsay Olney, "Paris set to mend fences with Australia in New Caledonia", *Courier Mail*, 14 Sept. 1988; Roy Eccleston, "Evans triumphs in New Caledonia", *Australian*, 15 Sept. 1988, p. 1; Sarah Walls, "Noumea gives Evans a warm reception", *Age*, 15 Sept. 1988, p. 8.

³² Prime Minister, Mr Bob Hawke, "New Chapter in Relations with New Caledonia: speech to a dinner on July 27 in Noumea", *Monthly Record*, Juillet 1990, p. 437.

³³ Gareth Evans et Bruce Grant, *Australia's Foreign Relations in the World of the 1990s*, Melbourne University Press, Melbourne, 1991, pp. 177-8.

³⁴ Alain Christnacht, "The Matignon Accords: the handshake that changed the game", in *Australie – Nouvelle-Calédonie 70 years of bilateral relations*, Australian Consulate-General, Noumea, 2010, p. 49.

³⁵ Entre Dallhold Holdings et Société Le Nickel. Voir Helen O'Neill et Sarah Walls, "Outbreak of entente cordiale in Noumea", *Sydney Morning Herald*, 15 Sept. 1988, p. 15.

³⁶ Gordon Bilney, Minister for Development Cooperation and Pacific Island Affairs, *New Caledonian Territorial Delegation Visits Australia*, Media Release, MPA 6, 27 Sept. 1993.

décevante »), le gouvernement australien a répondu à l'indignation populaire en Australie en intensifiant les protestations. Le Premier ministre Keating, connu pour son mépris des subtilités diplomatiques, a fait une rare déclaration d'opposition directe à la présence française dans le Pacifique :

... la légitimité de la présence (française) ... est remise en question par un mépris des opinions et des intérêts ... des habitants des îles du Pacifique.³⁷

Mais même au milieu de cette protestation officielle explicite, conçue pour gagner la faveur de l'électorat, Keating a tempéré son discours par la remarque suivante :

Ce n'est pas pour faire un commentaire sur les territoires français. Cela a toujours été une affaire entre les personnes qui y vivent et la France elle-même.

Le fil d'intérêt mutuel était toujours apparent et, avec du recul, les tensions de 1995 n'étaient qu'un hoquet dans la trajectoire positive de la relation. Les tests nucléaires se sont terminés en 1996. En 1998, la France avait signé le traité d'interdiction complète des essais nucléaires et le ministre australien des Affaires étrangères Downer soutenait fortement le processus démocratique qui avait conduit à l'accord de Nouméa et « le rôle constructif de la France en Nouvelle-Calédonie et dans le Pacifique. »³⁸

À la fin des années 1990, comme l'écrit Graeme Dobell dans le récent rapport ASPI :

« Le rôle constructif de la France dans le Pacifique » était devenu le mantra de Canberra. Pour le Pacifique Sud, la France s'était débarrassée de l'habitude de jouer avec les pétards. La crainte australienne du 20ème siècle du rôle de la France dans le Pacifique Sud s'est lentement transformée en un désir du 21ème siècle que la France reste, participe et aide à payer.³⁹

L'Australie a favorablement accueilli la perspective de 20 années supplémentaires d'engagement français constructif permettant un transfert progressif d'autonomie au gouvernement de la Nouvelle-Calédonie sous l'égide de l'accord de Nouméa.

La période contemporaine : la reconnaissance mutuelle des intérêts partagés

Au-delà de 1988, dans la période fermée pour les archives officielles, je ne peux plus recourir à des sources historiques. Mais je conclurai avec quelques réflexions sur les vingt dernières années, informée par les sources contemporaines et mes propres observations.

Les relations entre l'Australie et la France dans le Pacifique et entre l'Australie et le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ont continué à se développer de façon positive depuis la signature de l'Accord de Nouméa, reflétant les relations bilatérales plus larges entre l'Australie et la France. En 2008 la France et l'Australie avaient non seulement des

³⁷ Paul Keating comme cite dans Lenore Taylor et Cameron Stewart, "Keating questions French credibility", *Australian*, 14 Sept. 1995, p.1.

³⁸ Alexander Downer, Minister for Foreign Affairs, *New Caledonia: referendum on the Noumea Accord*, Media Release, 9 November 1998

³⁹ Graeme Dobell, "Australia's long dread of France in the South Pacific", dans Carroll et Ells, *op. cit.*, p. 10.

intérêts nationaux et stratégiques qui poussaient vers une relation constructive en ce qui concernait la Nouvelle-Calédonie mais, pour la première fois, les deux pays ont réellement adopté un avis partagé sur la direction préférable pour la Nouvelle-Calédonie. Tous deux soutenaient un processus démocratique pour déterminer l'avenir politique de la Nouvelle-Calédonie. Tous deux estimaient que, quelle que soit la forme que puisse prendre cet avenir, la Nouvelle-Calédonie devrait s'intégrer davantage et devenir plus active dans la région. En 2010, le haut-commissaire de la France en Nouvelle-Calédonie Yves Dassonville a emmené une délégation multi-partis en Australie pour tisser des liens directs dans les domaines d'autonomie néo-calédoniennes. L'Australie et la France étaient toutes deux actives à ce moment dans le soutien à l'adhésion à part entière de la Nouvelle-Calédonie au Forum des Iles du Pacifique, adhésion réalisé en 2016.

L'Australie est aussi devenue moins timide en exprimant son appréciation positive de l'engagement constructif de la France dans la région. Cette position n'a pas toujours été facile à accepter pour les néo-calédoniens qui ont un souvenir fort bien qu'imprécis du soutien apporté par l'Australie à l'indépendance dans les années 1980.

En tant que consul général d'Australie à Nouméa de 2007 à 2011, j'ai expliqué ce que certains ont vu comme un changement d'attitude invraisemblable en notant que vingt ans est une longue période dans la vie d'un jeune pays. L'Australie dans les années 1970 avait récemment terminé sa propre administration coloniale de Papouasie-Nouvelle-Guinée et était désireuse de prouver ses lettres de créance en tant que partenaire non-intervenant des nouveaux pays insulaires indépendants du Pacifique. Deux décennies plus tard, nous étions une nation du 21ème siècle lasse des réponses de fortune aux problèmes là où l'indépendance n'avait pas tenu ses promesses, comme les îles Salomon et Bougainville. En plus, l'indépendance avait perdu son lustre pour plusieurs pays du sud-ouest du Pacifique. En 2008, suivant plusieurs décennies de lutte économique et politique, le Forum des îles du Pacifique discutait plus souvent de mettre en commun les ressources régionales pour des objectifs partagés, que de secouer les vestiges du colonialisme. Même le groupe « fer de lance mélanésien » ne consacrait plus beaucoup de temps à de telles causes. L'Australie voyait que la nature de l'indépendance régionale avait changé et cela a influencé notre point de vue sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

La France, dans une Europe où l'intégration croissante avait également changé la nature de «l'indépendance», a pu comprendre ce point de vue. La France avait renoncé, par exemple, au contrôle monétaire, l'un des éléments clés de «l'indépendance» recherchée par le FLNKS dans les années 1980. La France et l'Australie pouvaient voir qu'un engagement régional plus important de la Nouvelle-Calédonie aiderait les acteurs politiques locaux, souvent refermés sur eux-mêmes des deux côtés du débat, à élargir leurs perspectives. Il aiderait à faire comprendre ce qui avait changé autour d'eux avec le temps.

Rétrospectivement et avec le bénéfice des archives, je sais maintenant que je n'avais pas besoin d'expliquer un changement d'avis. En fait, l'Australie au fil du temps a toujours favorisé le maintien de la stabilité et la paix dans la région du Pacifique, tout comme la France. À certains moments, nos points de vue sur la meilleure façon d'y parvenir ont différé, mais le plus souvent et de façon constante au cours des deux dernières décennies, ils ont été alignés.

Ainsi, alors que nous nous approchons du référendum en Nouvelle-Calédonie en novembre, l'Australie et la France sont bien placées pour parler ouvertement des intérêts stratégiques communs qui influencent notre engagement dans le Pacifique. Ensemble, nous relevons le défi de l'aide aux sinistrés suite aux désastres naturels, ce sur quoi nous coopérons avec la Nouvelle-Zélande à travers l'accord FRANZ ; nous surveillons attentivement l'activité croissante de la Chine dans la région, tout comme nous avons suivi de près l'activité russe

auparavant ; et nous espérons voir un résultat en Nouvelle-Calédonie qui assure la paix, la stabilité et la prospérité pour ceux qui y vivent ainsi qu'une Nouvelle-Calédonie forte qui puisse contribuer de façon active dans sa région.

Je souhaite que les acteurs chargés d'approfondir la relation bilatérale entre nos deux pays restent imprégnés de cet élément mineur mais significatif de notre histoire partagée qui nous a tant rapproché.

Références

Publications

ALP, *Platform, Resolution and Rules*, 1986, p. 151.

Australie – Nouvelle-Calédonie 70 years of bilateral relations, Australian Consulate-General, Noumea, 2010

Carroll, Jacinta et Ell, Theodore, eds, "More than submarines: New dimensions in the Australia-France partnership", Australian Strategic Policy Institute, Déc 2017.

Connell, John, *New Caledonia or Kanaky? The Political History of a French Colony*, Research School of Pacific Studies, ANU, Canberra, 1987, p. 397.

Evans, Gareth et Grant, Bruce, *Australia's Foreign Relations in the World of the 1990s*, Melbourne University Press, Melbourne, 1991, pp. 177-8.

Fry, Greg, *Australia's South Pacific Policy: From 'Strategic Denial' to 'Constructive Commitment'*, Working Paper 8, Research School of Pacific Studies, ANU, Canberra, 1991.

Henningham, Stephen, "The Uneasy Peace: New Caledonia's Matignon Accords at Mid-Term", *Pacific Affairs*, 66(4), Winter 1993-94, p. 524.

Lyons, Martyn, *The Totem and the Tricolour: A Short History of New Caledonia since 1774*, New South Wales University Press, Sydney, 1986.

Archives officielles

King, R.W.L. "Progress in the Australian Coal Mining Industry, 1950-1966", Commonwealth of Australia, Department of National Development, Bureau of Mineral Resources, Geology and Geophysics, Records, 1967/156

Department of Foreign Affairs, *Backgrounders*, 4 Sept 1985, p. 1

National Archives of Australia:

NAA: A981, NEW C I PART 3

NAA: A1838, 324/1/3

NAA: A1838, 324/1/1 PART 1

NAA: A1838, 324/1/2

Discours

Prime Minister, Mr Bob Hawke, "New Chapter in Relations with New Caledonia: speech to a dinner on July 27 in Noumea", *Monthly Record*, juillet 1990, p. 437.

Bilney, Gordon, *Australia's relations with the South Pacific: Challenge and Change*, Address to the Foreign Correspondents Association, Sydney, 15 juin 1994.

Communiqués de presse

"South Pacific Forum Communiqué", 29 août 1984

South Pacific Forum Communiqué, Department of Foreign Affairs press release, 29 août 1984.

Bilney, Gordon, Minister for Development Cooperation and Pacific Island Affairs, *First Pacific Islands Visit by New Minister*, Media Release, MPA 1, 4 juin 1993

Bilney, Gordon, Minister for Development Cooperation and Pacific Island Affairs, *New Caledonian Territorial Delegation Visits Australia*, Media Release, MPA 6, 27 sept. 1993.

Downer, Alexander, Minister for Foreign Affairs, *New Caledonia: referendum on the Noumea Accord*, Media Release, 9 nov 1998

Articles des journaux (National Library of Australia)

"FLNKS fails to get Australian support," *Canberra Times*, 26 juin 1985, p. 3

White, Hugh, "Noumea digs in on independence", *Sydney Morning Herald*, 21 nov 1984, p. 7

"Kanak leaders says struggle to oust French will go on", *Age*, 21 nov 1984, p. 9.

"Violence in the Pacific," *Age*, 22 nov 1984, p. 13.

Coomber, John "Kanak fight for autonomy", *Canberra Times*, 17 nov 1984, p. 6

Warner, Denis "Violence inevitable at our back door", *Melbourne Herald*, 12 nov 1986, p. 6.

Walls, Sarah "Kanak ratify Matignon plan", *Sydney Morning Herald* 12 sept. 1988, p. 13.

"France-Australia relations improve under Mitterrand", *Pacific Report*, 5, 26 Mai 1985, p. 3

"Paris and Canberra join forces on New Caledonia", *Sydney Morning Herald*, 21 May 1988, p. 17.

Olney, Lindsay "Paris set to mend fences with Australia in New Caledonia", *Courier Mail*, 14 sept. 1988

Eccleston, Roy, "Evans triumphs in New Caledonia", *Australian*, 15 sept. 1988, p. 1

Walls, Sarah "Noumea gives Evans a warm reception", *Age*, 15 sept. 1988, p. 8.

O'Neill, Helen et Walls, Sarah, "Outbreak of entente cordiale in Noumea", *Sydney Morning Herald*, 15 sept. 1988, p. 15.

Taylor, Lenore et Stewart, Cameron, "Keating questions French credibility", *Australian*, 14 Sept. 1995, p.1.